

L'impact de la mise à niveau sur la situation économique des PME de la wilaya d'Oran

Mme. Nassima Bouri ¹

Résumé

L'article constitue l'instrument empirique permettant d'apporter des déclinaisons opérationnelles sur la mise à niveau des PME en Algérie. Il s'attache à savoir l'impact du processus de mise à niveau sur le renforcement de la situation économique des entreprises ayant subi ce traitement. Afin d'aborder cette question, et sur la base d'un échantillon de 20 PME de la wilaya d'Oran appartenant au secteur des Industries Manufacturières bénéficiaires du programme (EDPME), nous avons effectué une analyse comparative dont les données de ces dernières ont été collectées pour l'année 2005 et 2009 présentant ainsi leurs situations avant et après la finalisation de mise en place du programme de mise niveau.

Mots clés : PME, mise à niveau, PME Algérienne, PME de la wilaya d'Oran, programme ED PME, Industries Manufacturières, indicateurs de compétitivité.

Abstract

The article constitutes the empirical instrument making it possible to bring operational slopes on the upgrade of SME to Algeria. It attempts to know the impact of the process of upgrade about the reinforcement of the economic situation of the companies having undergone this treatment. In order to tackle this question, and on the basis of sample of 20 SME of the wilaya of Oran pertaining to the sector of profit Manufacturing industries of program (EDPME), we carried out a comparative analysis of which the data of these last were collected for the year 2005 and 2009 thus presenting their situations before and after the installation of the program of setting level.

Keywords: SME, upgrade, Algerian SME, SME of the wilaya of Oran, program ED SME, Manufacturing industries, indicators of competitiveness.

Introduction

Le champ spatial de cette étude empirique couvre un groupe composé de 20 PME Oranaïses bénéficiaires du programme de mise à niveau Euro Développement PME (ED PME), et partagées selon deux états différents, dont les données de ces dernières sont collectées pour l'année 2005 et 2009 présentant ainsi leurs situations avant et après la finalisation de mise en place du programme. Ainsi, avant de procéder à l'analyse économique, et pour pouvoir mieux interpréter les résultats trouvés ultérieurement, nous allons présenter une description de l'échantillon d'entreprises enquêtées. Dans cette optique, la présente section se construit en trois étapes :

- *Fondement du programme Euro Développement PME (ED-PME)*
- *Sources de données et définition des variables*
- *Présentation et analyse des données*

1. Fondement du programme Euro Développement PME (ED-PME)

L'ouverture du marché conduit l'Etat à améliorer l'environnement macroéconomique et à donner aux entreprises les moyens de lutter contre la concurrence étrangère en les, incitant à se mettre à niveau, à développer et à diversifier leurs activités. Pour cela le programme Euro Développement PME (ED-PME) a été mis en œuvre. En effet, *quel est le fondement de ce programme ?*

1.1. Définition du programme

Le programme Euro Développement PME (ED-PME) s'inscrit dans le cadre du programme d'appui au développement des PME/PMI privées algériennes (MEDAI) qui a fait l'objet d'une convention de financement entre le Gouvernement algérien et la Commission européenne signée le 14 Septembre 1999. Ce programme a pour but d'anticiper sur l'entrée en vigueur de l'accord d'association, et de faire en sorte que le programme d'appui au développement des PME/PMI privées algériennes vise essentiellement le renforcement de la compétitivité des entreprises industrielles en s'alignant sur les standards internationaux d'organisation et de gestion, et l'évolution du comportement managérial de l'entrepreneur, vis-à-vis du marché, et en particulier de l'émergence d'un marché euro-méditerranéen, ainsi des bonnes pratiques de gestion. En effet, ce programme s'étalait sur une durée de cinq ans, (démarré en Juillet 2002 et s'est achevé le 31 Décembre 2007), avec " un budget de 63² millions d'euros qui comprend 57 millions d'euros en provenance de la Commission Européenne, 3,4 millions d'euros en provenance de l'Etat algérien (Ministère de la PME et de l'Artisanat) et le reste constitue la participation des entreprises à leurs propres actions ".

1.2. Les objectifs du programme

Selon ses concepteurs, et en conformité avec l'Accord d'association, le programme ED-PME vise à aider les PME/PMI algériennes à ³:

- Revoir leurs méthodes de management ;
- Développer leur connaissance du marché ;
- Renforcer leur compétitivité pour faire face à l'ouverture du marché algérien à la concurrence et l'émergence d'un vaste marché euro méditerranéen ;
- Augmenter l'efficacité et la rentabilité du plus grand nombre de PME/PMI et de favoriser l'émergence de conditions favorables au développement de l'entreprise.

2. Sources de données

2.1. Présentation des PME Oranaïses bénéficiaires du programme de mise à niveau (EDPME)

Ainsi, le champ spatial de cette étude empirique couvre un groupe composé de 20 PME⁴ Oranaïses du secteur des *industries manufacturières bénéficiaires du programme de mise niveau « EDPME »*.⁵

En effet, elles sont partagées selon deux états différents, dont les données de ces dernières sont collectées pour l'année 2005 et 2009 présentant ainsi leurs situations avant et après la mise en place du programme. Le tableau suivant présente le nombre des PME Oranaïses bénéficiaires de ce programme par secteur d'activité :

Tableau (1.) : Le nombre des PME Oranaïses bénéficiaires du programme EDPME par secteur d'activité selon la Direction des PME

Secteur d'activité	Nombre de PME
B.T.P.H	1
Agriculture & Pêche	0
AGRO Alimentaire	8
Chimie & Plastique	3
Commerce Multiple	0
Cuirs, Peaux & Chaussures	1
Electricité & électronique	1
Hôtellerie & Restauration	0
Import&Export	0
Industrie Chimie -Pharmacie & cosmétique	2
Industrie de bois & papier	1
Maintenance & Réparation	0
Matériaux de Construction	2
Matériel Médical	1
Métallurgie	3
Services Fournis aux Collectivité	0
service fournis aux entreprises	0
Textiles	2
Transport & Communication	0
pétrochimie et hydrocarbures	0
Industries diverses	0
Total	25

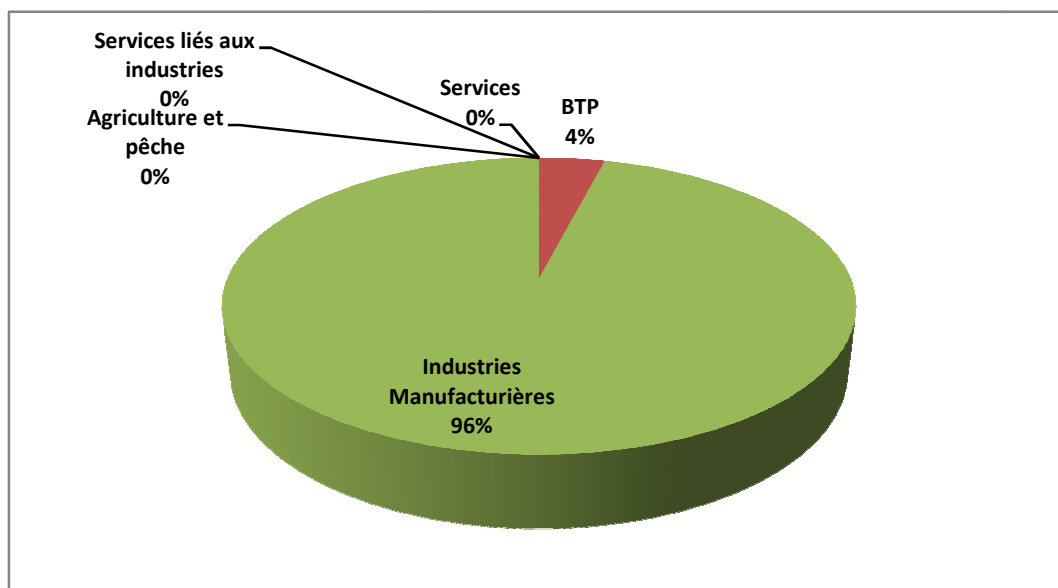
Source : Document interne de la Direction de la PME et de la Promotion de l'Investissement d'Oran, [2011].

Tableau (2.) : La répartition des PME Oranaïses bénéficiaires du programme EDPME par secteur d'activité

Secteur	Nombre de PME	En pourcentage %
Services	0	0%
BTP	1	4%
Industries Manufacturières	24	96%
Agriculture et pêche	0	0%
Services liés aux industries	0	0%
Total	25	100%

Source : Confection Personnelle.

Figure (1.) : La répartition des PME Oranaïses bénéficiaires du programme EDPME par secteur d'activité



Source : Figure établie à partir du tableau (2.).

Concernant la répartition des PME Oranaïses bénéficiaires du programme de mise à niveau (programme EDPME) par secteur d'activité, et qui est ainsi relatée par les deux premiers tableaux (1.) et (2.), il est à signaler que le secteur des Industries manufacturières présentant notre contexte d'analyse englobe presque la totalité des PME bénéficiaires du programme, (soit 24 entreprises des 25 PME représentant 96% de la totalité de la population

enquête) et dont le secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) demeure au deuxième rang avec une seule entreprise, soit 4% de la totalité recensée.

Dans cette optique, il est à préciser que, le secteur agroalimentaire enregistre le volume le plus important par rapport aux autres secteurs, soit 8 entreprises bénéficiaires de ce programme, ainsi le secteur Chimie, Plastique et Pharmacie demeure au deuxième rang avec 5 entreprises, soit 2 activant dans l'industrie Chimie-Pharmacie, ainsi les industries Sidérurgiques, Métalliques, Mécaniques et Electroniques (ISMME), soit 4 PME, dont 3 activant dans « la branche Métallurgie », alors l'industrie des matériaux de Construction est présente avec 2 entreprises bénéficiaires de la totalité enquêtées, et soit 2 au secteur du textile. Toutefois, les autres secteurs enregistrent une présence timide de PME (soit une 1 seule entreprise) tels que, les Industries de bois & papier, et Cuirs, Peaux & Chaussures et matériel médical.

1.2. Caractéristiques de l'échantillon

Nous avons choisi un échantillon d'entreprises qui répond aux critères suivants :

- *Entreprises appartenant aux industries manufacturières. Ce choix est expliqué par une plus grande exposition de ces industries à la concurrence étrangère suite à la mise en place d'une zone de libre échange d'ici 2017 avec l'UE ;*
- *Entreprises ayant un effectif salarié < 250 ;*

En effet, le choix de l'échantillon couvre les différents types de secteurs des industries manufacturières à savoir l'agroalimentaire, le textile habillement et cuirs et Chaussures, la chimie, la mécanique et électrique, les matériaux de construction, ainsi que les industries du Bois et Papiers.

1.3. Description de l'échantillon

Vu la difficulté de disposer les données concernant les 24 PME activant dans le secteur industriel et présentant ainsi presque la totalité de la population enquêtée, notre échantillon est composé de 20 PME partagées sur sept (7) secteurs industriels ; le secteur Agroalimentaire, Chimie & plastique et Pharmacie, Textiles, Industries de bois et papier, Cuirs, peaux & chaussures, le secteur des ISMMEE, et les matériaux de construction. En effet, elles sont présentées et réparties comme suit :

Tableau (3.) : La répartition des 20 PME enquêtées par secteur d'activité

Secteur des Industries Manufacturières	Nombre de PME
AGRO Alimentaire	8
Chimie & Plastique et Pharmacie	4
Textiles	2
Industrie de bois & papier	1
Cuir, Peaux & Chaussures	1
ISMME	3
Matériaux de Construction	1
Total	20

Source : Confection personnelle.

3. Définition des variables

Nous disposons d'une observation de ces 20 PME pour les variables disponibles avant la mise en œuvre des actions de mise à niveau, soit l'année 2005, ainsi qu'une observation après la finalisation du processus de mise à niveau, à savoir l'année 2009. En effet, les indicateurs exploités concernent également le niveau des ventes, de l'investissement, le chiffre d'affaires, et la valeur ajoutée. On retrouve également le nombre d'employés, ainsi que la structure des dettes.

Dans cette acception, il est à préciser que, nous avons pu collecter les données nécessaires⁶ permettant de calculer la liste des variables (indicateurs)⁷ de compétitivité concernant chaque entreprise de notre échantillon, et sur lesquels le test statistique, de vérification de l'effet positif de la mise à niveau sur la compétitivité des entreprises sera mis en évidence. Et comme le montre le tableau présenté ci-après (les hypothèses de Megginson et al, [1994]), ces indicateurs sont calculés comme suit :

- Indicateurs de structure

- ✓ **Évolution des fonds propres**
- ✓ **Emploi total (EMPL)** = Nombre total d'employés
- ✓ **Investissement (INVES)** = Investissement / CA

- Indicateurs de fonctionnement

- ✓ **Taux d'endettement (ENDET)** = $\sum \text{Dettes} / \text{Actifs}$
- ✓ **Structure de la dette** = DLT / DCT

✓ **Ventes** = chiffres d'affaires (CA)

- **Indicateurs de performance**

✓ **Évolution du résultat net**

✓ **Taux de valeur ajoutée** = Valeur ajoutée / Chiffre d'affaires

✓ **La rentabilité des Fonds Propres (RFP)** = Fonds propres / Résultat Net

✓ **La productivité (PROD)** = Valeur Ajoutée / Nombre d'employés

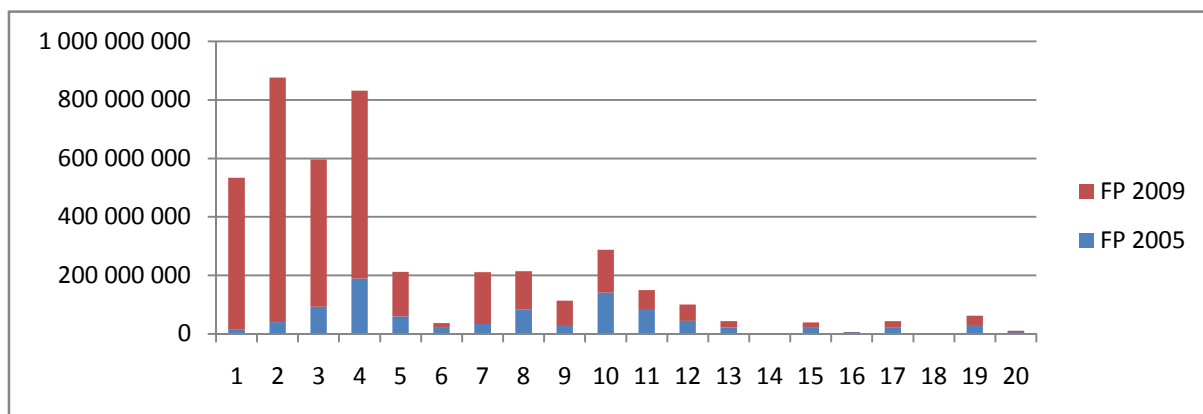
✓ **La productivité de la valeur (PRN)** = Résultat Net / Nombre d'employés

✓ **La Productivité des ventes (PVENTES)** = Ventes / Nombre d'employés

3. Présentation et analyse des données

Les figures suivantes nous renseignent sur la situation financière de chaque firme de l'échantillon qui s'est inscrite dans ce processus de mise à niveau, en termes de 9 variables (Fonds Propres (FP), Investissements (INV), Résultat Net (RN), Actifs, Dettes à Long Terme (DLT), Dettes à Court Terme (DCT), Effectifs (EFFE), Valeur Ajoutée (VA), et Chiffre d'Affaires (CA)). Elles portent sur une présentation détaillée concernant les 20 PME enquêtées en 2005, ainsi que leurs situations après la finalisation du processus de mise à niveau mis en œuvre (en 2009) :

Figure (2.) : La situation des Fonds Propres des 20 PME enquêtées avant et après la mise à niveau



Source : Figure établie à partir des documents comptables des entreprises.

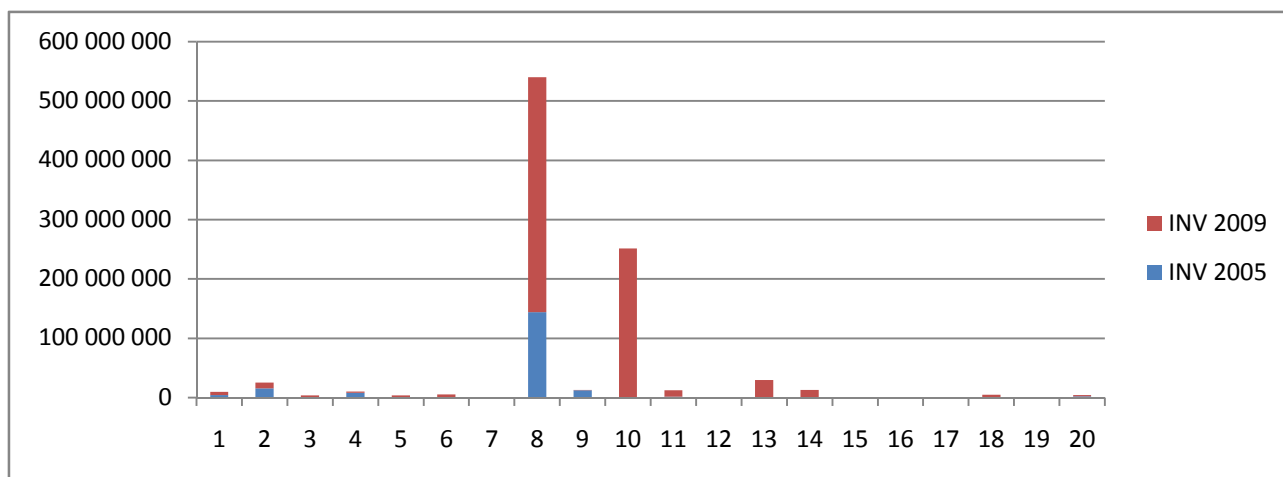
La figure dégage une progression marquée des Fonds Propres en 2009, en enregistrant une croissance totale de 2 497 600 604 DA, soit presque quatre (4) fois le montant généré en 2005. La majorité des PME (15) ont suivi la même logique, et cela

s'explique par un renforcement de la structure de la classe « 1 : Fonds Propres » du bilan après la mise en œuvre de la mise à niveau, dont l'augmentation arrive à 76,44%. Il est à signaler par ailleurs qu'une faible évolution de cette variable a été remarquée pour 5 entreprises sur 20, représentant ainsi 25% de la totalité des PME enquêtées, et dont la diminution arrive à 28,30% après leurs mise à niveau, comme l'indique ainsi le deuxième tableau.

En effet, les capitaux propres correspondent aux ressources à long terme dont dispose l'entreprise sans faire appel à l'emprunt à long terme auprès de tiers (banques, dettes fournisseurs etc.).

À cet égard, toute fluctuation des Fonds Propres peut être expliquée par un changement au niveau de ses composantes présentées ainsi : le capital social, les réserves, dites réserves légales, qui s'imposent comme réserve de sécurité équivalente à 5% du résultat net, le report à nouveau, désignant les résultats cumulés non distribués aux actionnaires, le résultat net de l'exercice correspondant aux pertes ou aux bénéfices de l'exercice, ainsi que les provisions⁸ à caractère purement fiscal que les entreprises ont la possibilité de constituer dans certains cas.

Figure (3.) : La situation de l'Investissement des 20 PME enquêtées avant et après la mise à niveau



Source : Figure établie à partir des documents comptables des entreprises.

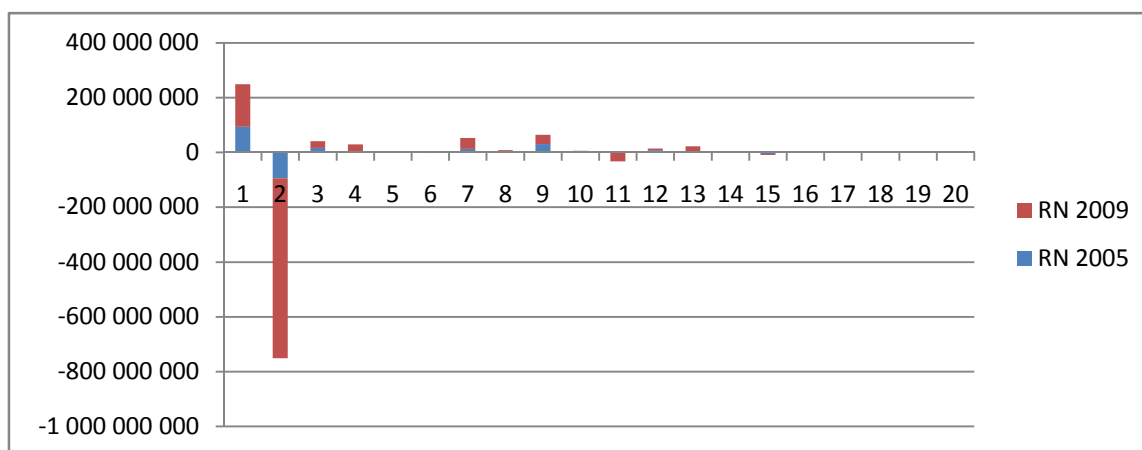
Les investissements⁹ d'une entreprise représentent la valeur des [biens durables](#) acquis par les unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans leur

processus de production. Ce sont des biens ou valeurs destinées à rester durablement sous la même forme dans l'entreprise. Elles sont susceptibles d'être assorties d'amortissement pour dépréciation d'élément d'actif. En effet, l'amortissement représente la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif¹⁰. Cette variable recouvre ainsi :

- Les immobilisations incorporelles correspondent au fonds de commerce, au droit au bail, aux brevets, licences et marques, etc.
- Les immobilisations corporelles correspondent aux terrains, construction, installation techniques, matériels et outillages etc.

La figure indique clairement une progression de valeurs comptables nettes des investissements acquis au niveau de notre échantillon, et dont l'augmentation globale, soit de 748 479 572 DA en 2009, après 231 364 456 DA en 2005. La majorité des entreprises ont suivi la même logique, dont l'augmentation de cette variable est peut probablement être expliquée par l'acquisition de nouveaux investissements durant la période de mise à niveau. En revanche, les entreprises (2, 4, 9, 15, et 16) n'ont pas réagi de manière forte pour accroître leur niveau d'investissement. En effet, elles ont enregistré des baisses au niveau de la Valeur Comptable Nette de leurs investissements. D'autre part, cette régression peut être probablement expliquée par des cessions d'actifs, et/ou par l'amoindrissement irréversible des valeurs de leurs investissements.

Figure (4.) : La situation du Résultat Net des 20 PME enquêtées avant et après la mise à niveau

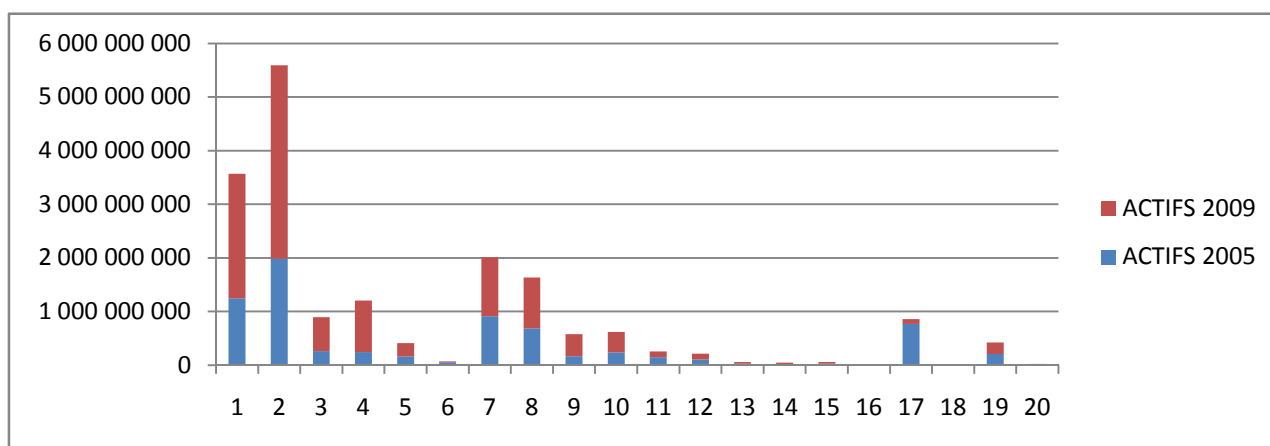


Source : Figure établie à partir des documents comptables des entreprises.

Les informations sur le résultat net sont à prendre avec beaucoup de précaution, car les données présentées reflètent clairement une forte diminution du résultat net, en

dégageant ainsi un montant négatif, soit (-366 391 089 DA) comme un déficit dégagé en 2009, après 75 074 251 DA, comme un bénéfice créé par la totalité de notre échantillon avant la mise en œuvre du programme de mise à niveau. D'après ces résultats, il est vraisemblable que la majorité des firmes (13 PME, représentant ainsi 65% de la totalité recensée) engagées dans ce processus, étaient capables d'améliorer sensiblement leurs résultats d'exercice. Les entreprises (2, 6, et 11), avec soit respectivement (-656 762 647 DA, -1 709 505 DA, et -32 609 524 DA) ont cependant réalisé des résultats obtenus ainsi contraires à ce qui est attendu avec un signe plutôt négatif et significatif. En effet, cette observation nécessite d'être confortée par d'autres études afin de mieux comprendre le degré de résistance des firmes aux futurs chocs.

Figure (5.) : La situation des Actifs des 20 PME enquêtées avant et après la mise à niveau

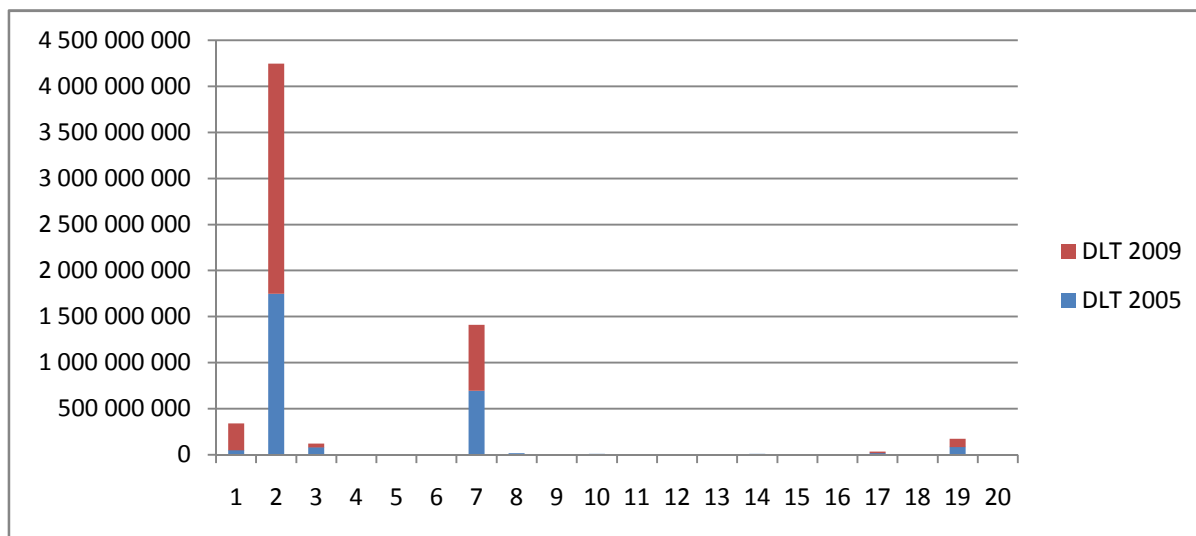


Source : Figure établie à partir des documents comptables des entreprises.

Le bilan est un document de synthèse dans lequel sont regroupés. À une date donnée, l'ensemble des ressources dont dispose l'entreprise et l'ensemble des emplois qu'elle en a fait. Autrement dit, il s'agit d'une «photographie» du patrimoine de l'entreprise à un moment précis. Cette dernière correspond à la «date d'inventaire» ou à celle de «clôture de l'exercice». En effet, le total d'actifs représente le total du bilan en fin d'exercice. Cette variable a enregistré une progression arrivant à 11 251 265 684 DA en 2009, après 7 317 568 509 DA en 2005, englobant ainsi l'ensemble des entreprises enquêtées, et dont 15 PME ont suivi cette logique.

Cependant, les entreprises (6, 11, 16, 17 et 20) ont connu des baisses du total des actifs, et cela peut être expliqué par la baisse de l'une et/ou de la majorité des composantes du bilan figurant au niveau de l'actif (investissements, stocks, créances), et logiquement au niveau du passif. L'entreprise (16) a enregistré des baisses au niveau de son total d'actif et de ses investissements (13 275 000 DA en 2005 et 5 643 532 DA en 2009).

Figure (6.) : La situation des Dette à Long Terme des 20 PME enquêtées avant et après la mise à niveau



Source : Figure établie à partir des documents comptables des entreprises.

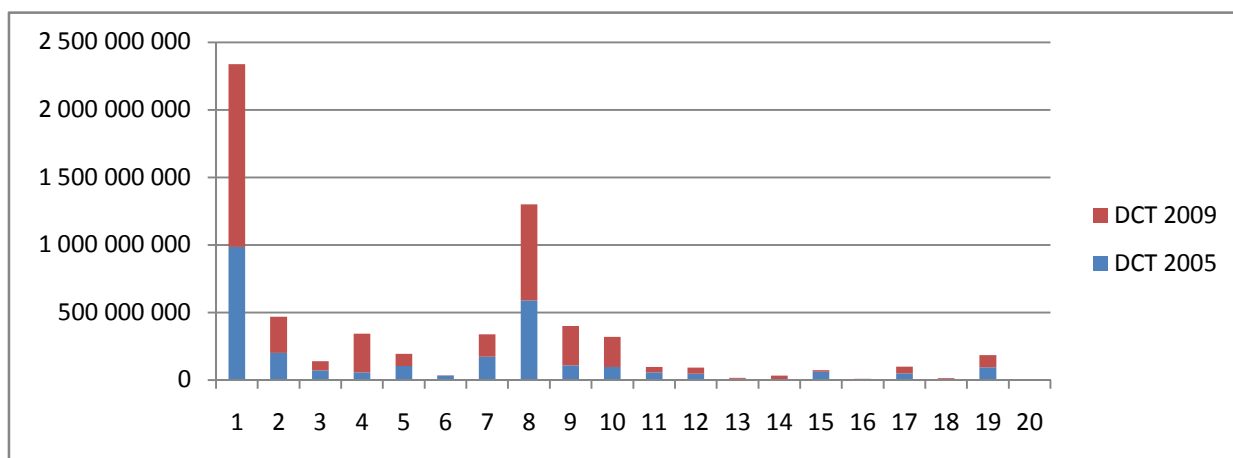
Les dettes à long terme comprennent tous les emprunts auprès des tiers, dont l'échéance est supérieure à un an. En fait, ces dettes sont composées des emprunts (y compris les découverts bancaires ou concours bancaires). La figure nous renseigne sur l'évolution globale de cette variable, englobant ainsi la totalité des entreprises recensées après la mise en œuvre du processus de mise à niveau, soit une progression de 35% en 2009 par rapport à l'année de base. Les entreprises (4, 6, 9, 11, 13, et 18) affichent des montants nuls, exprimant ainsi l'inexistence des dettes à long terme, ainsi une stagnation est marquée concernant l'entreprise (20).

Dans cette acception, il est possible d'affirmer probablement l'existence des dettes familiales finançant ainsi les opérations financières des entreprises, et plus particulièrement celles relatives à l'acquisition des investissements. Par ailleurs, les

entreprises (8 et 10) ont présenté une disparition des dettes après deux ans de finalisation du processus de mise à niveau.

Entre autre, les entreprises (1, 2, 5, 7, 12, 19) n'ont pas suivi la même logique des précédents, elles ont cependant connu une progression importante de cette variable, soit une augmentation de 60% en 2009 par rapport à 2005.

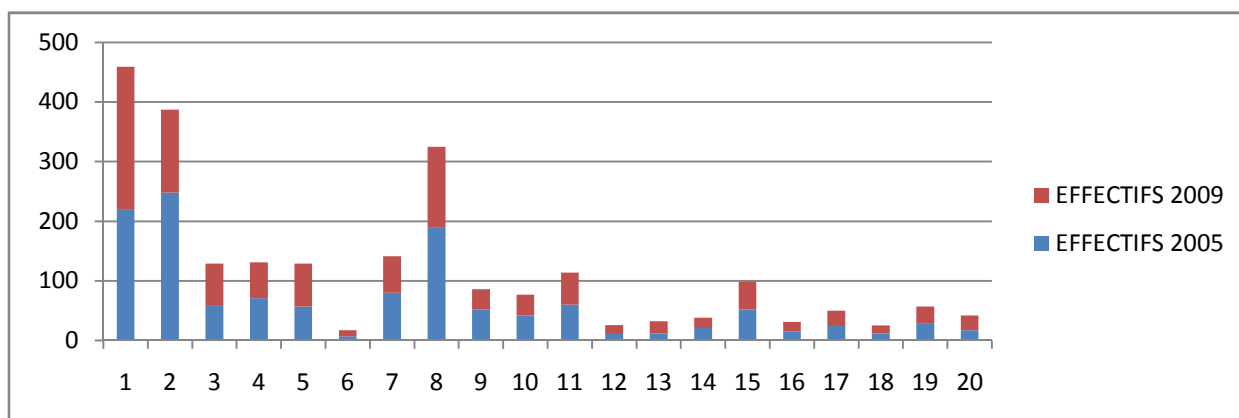
Figure (7.) : La situation des Dette à Court Terme des 20 PME enquêtées avant et après la mise à niveau



Source : Figure établie à partir des documents comptables des entreprises.

Les dettes à court terme forment les ressources à court terme destinées à financer les emplois à court terme (éléments d'actifs à moins d'un an). La figure dégage une progression marquée des Dettes à Court Terme en 2009, en enregistrant une croissance totale de 3 726 050 533 DA, soit presque 35,63% par rapport à 2005. La moitié des PME (10) ont suivi la même logique, et cela s'explique par un renforcement de la structure des dettes d'exploitation du bilan après deux (2) ans de mise en œuvre d'une mise à niveau. Il est à signaler par ailleurs une régression de cette variable a été marquée sur les 10 entreprises restantes.

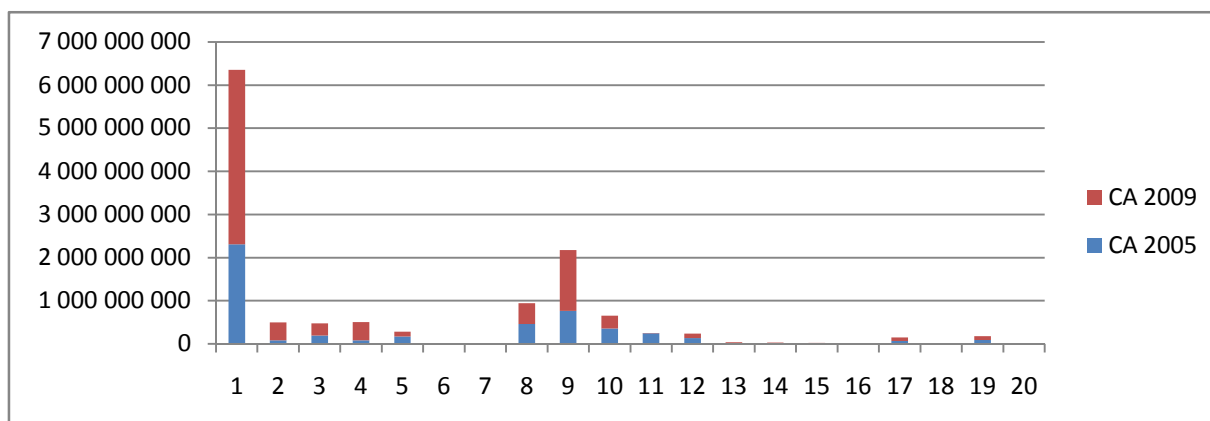
Figure (8.) : La situation des Effectifs des 20 PME enquêtées avant et après la mise à niveau



Source : Figure établie à partir des documents comptables des entreprises.

La figure affiche une régression timide du nombre d'employés après deux ans de finalisation du processus de mise à niveau de 155 salariés, présentant soit une baisse de presque 5% de la totalité des entreprises recensées par rapport à l'année de base (2005). Dans cette optique, il est impératif de signaler que, cette régression est en effet expliquée par la forte baisse des emplois, dégagée ainsi par les entreprises (2 et 8), soit respectivement de 109 et 53 comme pertes d'emplois affichées en 2009.

Figure (9.) : La situation du Chiffre d'Affaire des 20 PME enquêtées avant et après la mise à niveau

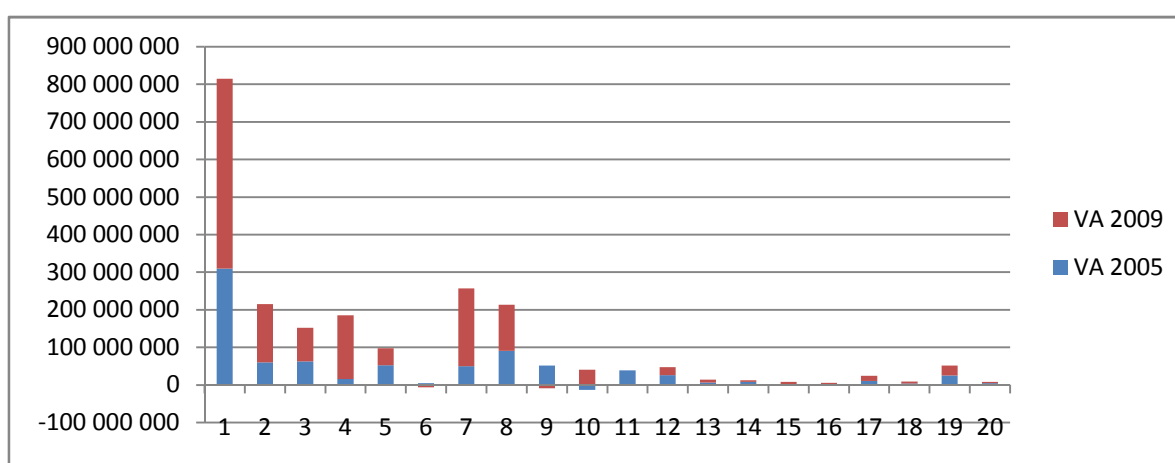


Source : Figure établie à partir des documents comptables des entreprises.

Le chiffre d'affaires (CA) est la somme des ventes de biens et de prestations de services relevant de l'exploitation habituelle de l'entreprise. Ce montant ne comprend ni la TVA ni les autres impôts liés directement au Chiffre d'Affaires. Les réductions commerciales

(remises, ristournes, rabais) sont à déduire du Chiffre d'Affaires pour obtenir le Chiffre d'Affaires¹¹. En effet, la figure ci-dessus indique une augmentation globale des ventes enregistrée en 2009 présentant ainsi 7 844 508 734 DA, après 5 044 192 300 DA comme un Chiffre d'Affaires généré avant la mise en œuvre du processus de mise à niveau. La majorité des entreprises enquêtées (13 PME) ont suivi la même logique, expliquée ainsi par l'augmentation des quantités vendues ou des prix de ventes, et/ou des coûts unitaires des productions vendues. En outre, les entreprises (5, 6, 10, 12, 14, 19, et 20) ont connu des baisses des ventes après leur mise à niveau.

Figure (10.) : La situation de la Valeur Ajoutée des 20 PME enquêtées avant et après la mise à niveau



Source : Figure établie à partir des documents comptables des entreprises.

Tableau (4.) : Indice annuel des prix à la production des Industries Manufacturières « Secteur Privé »

Année	2005	2006	2007	2008	2009
Indice	414,8	422,5	430,7	436,6	443,0

Source : ONS, [2010].

Tableau (5.) : Effet prix sur l'évolution du Chiffre d'affaires et la Valeur ajoutée

- En Dinars algérien (DA)

Année	2005	2009		
VA	811 120 634	Effet Prix « VA » = VA 2009 / (IPP ¹² 2009 / IPP 2005)	1 321 644 706	Augmentation réelle de la VA
CA	5 044 192 300	Effet Prix « CA » = CA 2009 / (IPP 2009 / IPP 2005)	7 345 151 745	Augmentation réelle du CA

Source : Nos calculs.

L'analyse de la valeur ajoutée est utilisée dans une multitude de domaines à diverses fins. Dans le domaine de la gestion et de la consultation, le concept de la valeur ajoutée est surtout utilisé afin d'identifier des solutions aux problèmes d'inefficacité des entreprises. L'idée de base est que les entreprises ont intérêt à concentrer leurs efforts et ressources sur les activités qui rehaussent la valeur de l'entreprise, et à minimiser, voire éliminer les autres. La vision de l'entreprise, ses objectifs et les besoins de ses clients serviront de points de repère pour évaluer la contribution des activités à la création de valeur (Willis. J.F, et Paré. G, [2002]). La valeur ajoutée est la différence entre la production et les consommations intermédiaires¹³.

Cette valeur ajoutée sert à rémunérer les agents économiques qui concourent au fonctionnement de l'entreprise.

- Les salariés (paiement des salaires).
- Les apporteurs de capitaux (versement de dividendes aux actionnaires, versement d'intérêts aux créanciers sur les prêts accordés).
- Les administrations (Impôts « impôts sur les bénéfices », taxes « taxes d'apprentissage... », et cotisations sociales « sécurité sociale, assurance chômage, et assurance vieillesse... »).
- L'entreprise elle-même : partie de la valeur ajoutée non distribuée : bénéfice, réserves indispensables aux futurs investissements.

En effet, la figure dégage une progression globale de la valeur ajoutée remarquable après la finalisation du processus de mise à niveau [2009], soit une différence totale de 600 375 520 DA, avec une évolution de 75% par rapport à l'année de base [2005], dont le taux de valeur ajoutée représente 16,08% et presque 18% respectivement avant et après la mise à niveau par rapport à la totalité recensée. Le tableau (4.) présente l'Indice annuel des prix à la production des Industries Manufacturières qui arrive à 443,0 en 2009 après 414,8 en 2005. Et en présentant l'effet prix sur l'évolution du Chiffre d'affaires et la Valeur ajoutée, le tableau (5.) démontre l'augmentation réelle des ventes ainsi que de la valeur ajoutée justifiée par la supériorité de ces indicateurs en 2009 aux prix de 2005, par rapport à ceux de 2005.

Ultérieurement, la majorité des PME (14 entreprises) ont suivi la même logique, et présentant ainsi une augmentation au niveau de leurs valeurs ajoutées. Outre, le

nombre restant de PME (6 entreprises) a connu de fortes baisses et même négatives (les entreprises 6, 9, et 11). Concernant les entreprises ; 6,11, 14, et 20 la régression marquée au niveau de leurs valeurs ajoutées, après la mise à niveau est ainsi expliquée par des baisses importantes au niveau de leurs chiffres d'affaires en enregistrant des baisses au niveau du taux de valeur ajoutée arrivant à 855,96%, et 37,46% respectivement chez les entreprises (6 et 11).

Conclusion

Les tableaux et figures ci-dessus ont présenté les situations financières et économiques des 20 PME de la wilaya d'Oran enquêtées avant et après la mise en place du programme de mise à niveau ED-PME. Ils ont dégagé clairement une forte croissance globale des fonds propres arrivant à 267,51% après la mise en place du processus de mise à niveau, en enregistrant une croissance totale de 2 497 600 604 DA, soit presque quatre (4) fois le montant généré en 2005. En effet, la majorité des PME (15) ont suivi la même logique, avec une augmentation de 76,44% après la mise en place de la mise à niveau. Les investissements à leur tour, ont enregistré clairement une progression de leurs valeurs comptables nettes, arrivant à 748 479 572 DA en 2009, avec un taux de croissance de 223,50%. Aussi, les indicateurs de fonctionnement ainsi que les actifs, ont suivi la même logique, soit une progression qui varie entre 35% et 55%. Alors une progression réelle du taux de valeur ajoutée de 1,91% justifiée par la supériorité de ces deux indicateurs en 2009 aux prix de 2005, par rapport à ceux de 2005. En outre, le taux du résultat net est à prendre avec précaution, car les données présentées reflètent nettement une forte diminution, en dégagant ainsi un taux négatif, soit (-388,04%), ainsi, la majorité des firmes engagées dans ce processus (13 PME) était capable d'améliorer sensiblement leurs résultats d'exercice.

Bien que le Programme de Mise à Niveau fasse référence à l'amélioration de l'environnement macro-économique et l'environnement méso-économique de l'entreprise, et malgré les insuffisances de notre enquête, l'échantillon étudié nous a permis de constater que la mise à niveau des PME algériennes n'a pas été engagée avec beaucoup de conviction, ainsi que les actions menées sur l'environnement macro-économique (environnement institutionnel, banques, infrastructures, services,...) sont loin d'atteindre leurs objectifs.

En effet, l'administration dans son ensemble, ainsi que le secteur bancaire demeurent tributaires de l'influence de la culture héritée des années du centralisme économique. Conséquemment, ces entités se trouvent toujours aux prises avec une culture non favorable à l'initiative et au développement des affaires (Joyal. A, [2010]).

Enfin, les conclusions de notre étude nous ont permis de constater que, la mise à niveau des PME algériennes ne répond nullement aux exigences vérifiées. C'est pourquoi Madoui. M et Boukrif. M, [2009] recommandent la mise à niveau réelle de l'ensemble des structures et institutions qui composent l'environnement des PME, ce qui peut entraîner à éradiquer la culture héritée des années du dirigisme.

Bibliographie

Abdlehadi. Z, (2009), « Les PME algériennes face à la mondialisation : s'adapter ou disparaître ? », La tribune d'Algérie, Algérie, 2 Mars.

Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Kherbachi Hamid, (2013), «L'entrepreneuriat en Algérie 2011», Global Entrepreneurship Monitor (GEM), GIZ (Allemagne) CREAD (Alger), Janvier, 125 pages.

Aissani. Nadjat, (2005), « La politique de soutien des PME et leur rôle dans le développement économique en Algérie » Mémoire de Magister en Sciences économiques, Université d'Oran.

Bouri. N, (2012), « Compétitivité et mise à niveau des PME : Logique et résultats ? », Mémoire de Magister en Économie et Management.

Joyal A, M Sabeg et O Torres (direction), (2010), «La PME Algérienne et le défi à l'internationalisation» : Expériences étrangères, L'Harmattan, Paris.

Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissement, (2008), « Projet de stratégie et politiques de mise à niveau », document interne, Novembre.

Ministère de l'industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement - ANDPME, (2011), « la nomenclature des dépenses : Les Aides Financières relatives au programme national de mise à niveau », Document interne, P 1-3.

Ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement, (2012), « Bulletin d'information statistique de la PME, N° 21 ».

Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2009), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 16 ».

Ministère des Participations et la Promotion des Investissements, (2007), « Stratégie et politiques de relance et de développement industriels », Imprimerie Officielle, Alger.

Miraoui. Abdlekrim, (2009), « Les leçons susceptibles d'être tirées de l'expérience de mise à niveau des entreprises menées en Tunisie et au Maroc pour la mise à niveau des entreprises en Algérie ». In « Entrepreneuriat et mise à niveau des entreprises en Algérie », (Coordination par Miraoui. Abdelkrim et Toubach. Ali), LAMEOR, LAREGE, Université d'Oran, P 436.

¹ Enseignant -chercheur – Université d'Oran 2.

² De Velp. O, « Il ya un engagement pour la mise à niveau », PME Magazine d'Algérie, N° 35, Février, 2006.

³ MIPI, [2008].

⁴ Il est à signaler à cet égard que, le total des PME Oranaises bénéficiaires de ce programme de tous secteurs confondus arrive à 25 entreprises, et présentant ainsi la population de notre échantillon, c'est ce qui est présenté en bas.

⁵ Comme nous l'avons déjà mentionné, le Programme ED-PME est présenté comme ayant eu plus de succès du fait du nombre d'entreprises qui ont été adhérent. C'est ce qui justifie le choix de notre champ d'étude.

⁶ Ces données sont exploitées à partir des bilans, et des Tableaux des Comptes des Résultats de ces entreprises, et cela concernant les deux périodes (31/12/2005) et (31/12/2009). Elles concernent ainsi, les variables suivantes : Les Fonds Propres (FP), la Valeur Ajoutée (VA), les Investissements, le Résultat Net (RN), le Chiffre d'Affaires (CA), les Actifs, les Dettes à Long Terme (DLT), les Dettes à Court Terme (DCT), et l'Effectifs.

⁷ Nous n'avons pas pu avoir les données concernant les Exportations des PME enquêtées. Pour cela, l'indicateur relatif à l'exportation (EXPORT), et qui présente la deuxième variable définissant ainsi la troisième hypothèse (P 3 Output) n'est pas inclus dans notre analyse.

⁸ Si on les retrouve en capitaux propres, c'est par ce qu'elles représentent une forme de réserve en franchise totale ou partielle d'impôts.

⁹ Il est à signaler que, les montants recensés des investissements (la classe 2) représentent les Valeurs Comptables Nets (VCN) exploitées à partir des bilans des entreprises enquêtées.

¹⁰ Il est à noter à cet égard que, la différence qui existe entre les amortissements et les provisions relève du caractère irréversible de l'amortissement contrairement à l'aspect incertain de la provision.

¹¹ Il est à signaler dans cette optique que, le chiffre d'affaires est exploité à partir des Tableaux des comptes des résultats (TCR) des entreprises enquêtées.

¹² (IPP) : Indice des Prix à la Production.

¹³ Les consommations intermédiaires : tous les achats faits par l'entreprise pour réaliser sa production, sa consommation en biens et services (matières premières, fournitures...).